

# **Crises économique, exploitation, guerres : peut-on encore réformer le capitalisme ?**

**Par Jean-François (Montreuil)**

Le titre peu sans doute paraître banal, et c'est sans doute une évidence pour nous ici que nous ne voulons pas nous contenter de réformer le capitalisme, mais nous voulons changer radicalement de société.

Ce serait pourtant une erreur et une illusion de croire que cette bataille politique et idéologique pour changer de système serait déjà plus ou moins gagnée ou du moins facile à mener. Nous avons au contraire un énorme travail de formulation et d'élaboration autour de notre projet.

Beaucoup de gens autour de nous sont indignés, révoltés par ce qui se passe. Mais cela ne suffit pas pour agir. Nous avons besoin de comprendre précisément la société dans laquelle nous vivons si nous voulons commencer à la changer. Nous avons besoin de comprendre le capitalisme, ses lois, ses mécanismes, comprendre aussi son histoire et la politique de ses classes dominantes. Nous avons besoin de comprendre la phase actuelle de mondialisation capitaliste, car c'est cette compréhension commune de la période et des possibilités nouvelles qu'elle ouvre qui permettront de formuler une politique indépendante pour les travailleurs et les exploités, et de définir par là même nos tâches militantes et les possibilités de construction d'un nouveau parti.

Dans ce débat nous ne parlerons pas de tout : il y en a plusieurs dans la matinée, en parallèle, qui sont complémentaires.

L'enjeu de celui-ci est double : d'abord essayer de définir ce qu'est pour nous le capitalisme dans sa phase actuelle de mondialisation libérale. Ensuite expliquer pourquoi les voies réformistes qui sont proposées autour de nous sont en réalité des impasses, même si elles conservent pour beaucoup de gens encore une certaine attractivité, y compris dans nos milieux proches. C'est sur la base de cette critique, solidement établie, que nous pourrons alors mais alors seulement élaborer un projet alternatif de transformation de la société.

## **La mondialisation capitaliste**

En 20 minutes, il ne s'agit de passer en revue tous les aspects de la question. Mais de souligner quelques enjeux politiques qui nous semblent importants.

Le premier, c'est une compréhension globale de ce qu'est la mondialisation libérale. Il suffit de regarder autour de nous, il y a quand même deux grandes interprétations possibles :

- Le choix d'une idéologie (le libéralisme), le choix d'un modèle de société ? Il suffirait alors de modifier les règles du jeu au sein des Etats et des institutions (comme l'OMC) ?
- Ou penser comme Marx qu'il faut chercher dans l'évolution même du système capitaliste, au cœur de ses contradictions, les causes profondes de ces évolutions, mais également les moyens qui permettent de changer le monde. C'est cette dernière hypothèse qui est la nôtre.

Pour illustrer cette idée, il nous faut revenir en arrière, en particulier sur ce qu'ont été les Trente Glorieuses. Dans l'imaginaire de la gauche aujourd'hui on associe souvent forte croissance et intervention de l'Etat.

C'est un point de vue assez superficiel.

Ce qui a été déterminant du point de vue capitaliste, c'est le retour à un taux de profit élevé grâce à deux choses : une composition organique du capital assez faible après les destructions de la guerre (c'est-à-dire le rapport entre la masse des capitaux engagés et la plus-value qui a été extraite) et un taux d'exploitation élevé. C'est l'occasion de rappeler qu'on peut avoir une croissance même très rapide des richesses, voir des revenus, sans que le taux d'exploitation diminue, bien au contraire ! Or il n'y a pas vraiment de quoi idéaliser cette période caractérisée aussi par une intensification considérable du travail avec la généralisation des méthodes tayloriennes ! Même s'il faut sans doute distinguer deux périodes (dans les pays industrialisés) : schématiquement les années 1950 (allongement et intensification du temps de travail) et les années 1960 (reprise des luttes sociales et rattrapage salarial).

Une évolution qui a débouché sur une vraie crise de rentabilité du capital à la fin des années 1960. Une crise qui a peu à voir avec des problèmes de régulation ou de dérégulation de l'économie.

La phase actuelle de mondialisation se résume alors fondamentalement dans les transformations qui ont permis aux trusts des pays impérialistes de faire face depuis les années 1970 à la crise de rentabilité à laquelle ils étaient confrontés. L'idéologie libérale est venue justifier cette offensive plus qu'elle n'en a été la cause.

Sous prétexte de « libre-échange », on a assisté à une politique concertée, organisée y compris à l'échelle internationale (FMI d'abord, OMC) pour restaurer les mécanismes de pillage des anciennes colonies après la grande vague de décolonisation : pillage des ressources minières et énergétiques, pillage financier par le biais de la dette.

Ce fut aussi un processus beaucoup plus ambitieux de mise en concurrence généralisée sur le marché du travail des salariés du monde entier qui a accompagné et facilité la mise en cause des acquis du salariat dans les pays riches.

Ce fut enfin la pénétration de nouveaux marchés comme les services, la santé, l'éducation etc, une marchandisation généralisée de tous les secteurs qui répond aux mêmes soucis et aux mêmes besoins de restauration de ses taux de profit.

Tous ces mécanismes sont certes des choix politiques, nationaux et internationaux. En ce sens (pour paraphraser Marx) ce sont bien les hommes qui font l'histoire, mais ils le font dans des conditions déterminées. La bourgeoisie des pays impérialistes n'a pas eu le choix depuis trente ans entre plusieurs options possibles dont l'une serait le libéralisme parmi d'autres possibles. C'est la crise du capitalisme qui lui a imposé cette nouvelle guerre contre les peuples et les travailleurs pour rétablir son taux de profit.

Avec quels résultats ? Les conséquences de cette offensive de la classe capitaliste ont été une généralisation et une accentuation à l'échelle du monde des contradictions fondamentales du capitalisme. Avec sans doute une restauration de la rentabilité de ses investissements. Mais une crise jamais vraiment résolue au niveau de ses ventes et de la croissance globale des marchés (la réalisation de la plus-value). Et surtout l'approfondissement de contradictions certes anciennes mais en quelque sorte démultipliées :

L'accentuation de la concurrence que les grandes multinationales se livrent entre elles, réduisant d'autant leur marge de manœuvre, alors même que la protection de leur Etat se réduit elle aussi au fur et à mesure que les protections des marchés nationaux ont sauté (même si il ne faut pas abuser de la formule sur la « concurrence

libre et non faussée » qui correspond assez peu à la réalité du monde économique : on voit bien comment les grandes puissances imposent aux pays plus pauvres des relations qui sont complètement asymétriques). C'est aussi une concurrence pour l'approvisionnement en matières premières et en ressources énergétiques qui devient de plus en plus une préoccupation fondamentale et un enjeu essentiel de la politique internationale. Plus globalement la lutte pour la domination du monde sous l'égide des USA a provoqué un nouvel essor du militarisme et une nouvelle offensive impérialiste, entraînant une réorganisation du monde autour de zones d'influences qui ont évolué en fonction des rapports de forces économiques en cours de transformation.

Le résultat est une combinaison à une échelle sans précédent de croissance et de destruction : nous vivons dans un monde où il y a certes plus de richesses, mais aussi plus de misères, plus d'inégalité (sociales, territoriales), plus de destruction de l'environnement, plus d'instabilité à l'échelle internationale....

Mais cette mondialisation a encore eu d'autres conséquences, notamment en contribuant à étendre et développer comme jamais à l'échelle mondiale le rapport d'exploitation salariée, entraînant un vaste processus de prolétarisation dans les pays pauvres.

La réponse de la bourgeoisie sur le terrain de la lutte de classes, loin de résoudre les contradictions du capitalisme, les a généralisées. Or la principale de ces contradictions n'est pas économique : elle est sociale, politique, c'est celle qui existe entre les classes. Ce développement du monde salarié en Amérique et en Asie, partiellement en Afrique, contribue à asseoir les bases matérielles pour un renouveau des luttes ouvrières, c'est le cadre objectif dans lequel peut se forger une nouvelle conscience de classe anticapitaliste et internationaliste.

De ce point de vue la période actuelle n'est pas que négative : certes il y a eu un recul global du mouvement ouvrier organisé comme des positions acquises par la lutte de classe. Mais il y a eu aussi au cours de cette période un mûrissement de la situation objective qui permet d'envisager de nouveaux progrès également en termes de conscience et d'organisation.

Pourtant les illusions en un capitalisme régulé par l'Etat comme dans une possible réforme du système n'ont pas disparu pour autant.

### **Les illusions réformistes**

Pour éviter tout malentendu, commençons par distinguer plusieurs choses.

Le capitalisme est-il réformable ? A l'évidence, oui ! Depuis 150 et les débuts de la révolution industrielle, ce système n'a pas cessé de se transformer, d'évoluer, même si c'est toujours le capitalisme. On ne peut être que frappé par la grande capacité d'adaptation dont le bourgeoisie a su faire preuve au cours de son histoire. Mais le réformisme dont nous parlons ici, c'est autre chose. C'est l'idée que l'on pourrait transformer la nature même du capitalisme par une série de réformes progressives sans que cela nécessite à un moment donné une rupture et même un affrontement avec la classe dominante au pouvoir.

Cette illusion fonctionne à un double niveau :

Il y a d'abord l'illusion dans les partis « réformistes » en tant que tels. Des partis dits « réformistes » qui en

réalité ne le sont plus, sinon pour promouvoir les réformes libérales. Leur ralliement au libéralisme est un phénomène universel, on l'a vu en Italie ou au Brésil avec Lula. A la racine de ce phénomène, ce sont les évolutions du capitalisme comme on vient de le voir qui assèchent complètement les marges de manœuvre possibles pour une politique réformiste.

Mais ça ne veut pas dire que ces partis sans projets véritables disparaissent pour autant : ils vont continuer à exister au moins par défaut ou parce qu'ils semblent représenter un moindre mal... Et cela peut durer très longtemps.

L'autre aspect, c'est la renaissance en marge de ces grand partis de la gauche libérale, de projets anti-libéraux, réformistes ou « honnêtement réformistes » si on peut dire les choses ainsi, qui refusent de s'incliner devant cette logique en exprimant à leur façon une certaine résistance, mais une résistance en partie aussi illusoire lorsque ces projets renoncent à l'essentiel : la mise en cause du fonctionnement du capitalisme en tant que tel, en particulier la mise en cause du droit de propriété, avec ses conséquences inéluctables en terme d'affrontement avec la classe dominante et avec son Etat.

Ces projets sont de deux ordres : des projets de régulation globale du capitalisme, et des projets d'alternative à l'échelle plus locale.

Une meilleure régulation du capitalisme est-elle possible ? La crise actuelle démarrée avec celle des « subprimes » aux USA en est une bonne illustration des illusions qui peuvent subsister dans ce domaine.

Voir le dossier de l'Humanité du 11 février 2008 : A lire....

Un bon condensé de l'illusion qu'il y aurait d'un côté une économie industrielle saine, qui pourrait créer des emplois, et de l'autre une mauvaise finance qui serait parasitaire et qu'il suffirait d'encadrer cette dernière pour que les choses reviennent dans l'ordre. L'illusion au fond qu'il s'agirait de faire un bon choix, celui de la régulation, contre un mauvais choix, celui de la libéralisation, comme si la question était celle d'une pure rationalité économique, indépendamment des contradictions du capitalisme et des rapports de force entre les classes qui ont conduit à cette situation.

Les remèdes proposés sont assez dérisoires. Deux exemples rapides pour illustrer la nécessité d'une rupture et d'une incursion dans le droit de propriété privée.

Peut-on imaginer par exemple « une maîtrise citoyenne et sociale des marchés » sans s'attaquer au noyau dur, au capital et au pouvoir ? Sans un droit de regard sur les mouvements de capitaux et donc la levée du secret commercial et bancaire ? Sans les moyens d'agir et donc la mise sous contrôle public de grands groupes capitalistes ? Comment maîtriser les marchés, si on ne s'attaque pas à la propriété capitaliste.

C'est aussi vrai de la crise écologique. Si l'on veut faire autre chose que taxer les pollueurs, et organiser ensuite un marché spéculatif des taxes sur la pollution comme on a commencé à le voir avec la taxe sur le carbone, il faut s'attaquer à la logique même du développement, réorienter la production, ce qui pose la encore le problème de la propriété. Car sans la maîtrise collective des moyens de production, il y a peu de décisions réelles qui puissent être appliquées.

Cette illusion dans une possible régulation, on la retrouve également dans l'idée que l'on pourrait avec l'ONU notamment un peu mieux harmoniser les rapports entre les Etats.

Une illusion qui recèle souvent une bonne dose d'hypocrisie. Car le multilatéralisme dont on parle souvent à

gauche, opposé à l'unilatéralisme des USA, c'est souvent le droit pour des impérialismes secondaires comme la France, mis sur la touche, de pouvoir jouer à nouveau aux cadors. Or que la France ou d'autres jouent un rôle plus important dans un cadre multilatéral ne met pas fin évidemment aux relations impérialistes. Il s'agirait dans ce cas tout au plus d'un réaménagement aux profits de puissances secondaires.

Mais cet attachement à l'ONU, surtout lorsqu'il est sincère et honnête, révèle également une compréhension très superficielle de l'impérialisme. Car ce qui est en cause, ce ne sont pas seulement des relations entre pays, mais la place particulière qu'occupent certaines fractions de la bourgeoisie mondiale dans le cadre du capitalisme. Là aussi, il est important de comprendre que les mécanismes à l'œuvre sont bien plus puissants que toutes les règles juridiques ou politiques que l'on peut établir a priori pour essayer de promouvoir un capitalisme sans crises et sans guerres.

Or c'est d'autant plus important de le comprendre que nous nous trouvons régulièrement sur ce terrain dans une situation difficile, parfois même à contre-courant même dans nos milieux proches. C'est le cas notamment lorsque surgissent des crises humanitaires graves, comme on l'a vu par exemple au Liban ou en Yougoslavie. Les interventions militaires se déguisent souvent sous l'égide de l'ONU en interventions humanitaires. Dans ces interventions, on ne nous demande pas seulement de cautionner un bon geste pour sauver dans l'urgence des vies humaines. Mais également le maintien de l'ordre que ces troupes sont censées rétablir. Or c'est précisément cet ordre injuste qui est responsable de ces catastrophes contre les populations civiles.

Là encore retrouver le chemin d'une politique de classe, internationaliste, n'a rien d'évident.

A côté de ces projets de régulation globale, on assiste également à un retour en force des projets utopiques au sens où Marx parlait de « socialisme utopique » au XIX<sup>e</sup> siècle : la démonstration à l'échelle locale que des modèles alternatifs existent.

Face aux méga-problèmes de l'humanité, les microprojets reviennent à l'honneur dans des périodes où les projets d'émancipation semblent plus incertains.

C'est le cas par exemple des micro crédits de Muhammad Yunus qui a reçu récemment le prix Nobel : sans doute un expédient appréciable pour les plus démunis, mais certainement pas une panacée pour échapper à la pauvreté et sortir du sous-développement.

Autre exemple, celui du « Manifeste pour l'économie solidaire » : « L'économie solidaire de proximité a l'ambition non pas bien sûr de remplacer l'économie de marché, mais de s'attaquer aux problèmes des plus démunis et aux besoins collectifs délaissés par le marché et par l'Etat ». Pas meilleure définition de ce qu'est un cache-misère, une fois que les marchés financiers sont rassasiés et les budgets publics asséchés.

Mais aussi certaines versions de la théorie de la décroissance lorsque prédominent à la fois la nostalgie d'un prétendu ordre naturel harmonieux et la tentation autoritaire de définir à la place des gens, au nom d'une prétendue expertise rationnelle (comme savent le faire aussi les libéraux), ce qui serait nécessaire de ce qui serait superflu. Faisant l'éloge du rationnement alors que l'immense majorité de la population est encore obligée de se rationner sur l'essentiel.

Des débats que l'on retrouve au cœur du mouvement altermondialiste, qui reste pour l'instant extrêmement hétérogène en rassemblant dans un même refus du monde tel qu'il est, des convergences bien sûr – et heureusement, nous militons pour cela –, mais aussi des options parfois divergentes voir incompatibles, entre internationalisme/souverainisme ; « fin du travail »/droit à l'emploi ; appropriation des moyens de production/exode hors de la société de consommation ; critique marxiste de l'économie politique/nouvelles

robinsonnades des micro-alternatives...

Pour en rester à la critique des microprojets, la question évidemment n'est pas de rejeter toutes ces expériences, multiples, qui ont l'intérêt parfois de montrer que d'autres options sont possibles. La question est plutôt celle d'une illusion, selon laquelle leur extension pacifique et graduelle parviendrait peu à peu à grignoter la domination du capital, en esquivant la question de l'Etat. L'illusion qu'une somme d'expériences, plus ou moins soustraites à la logique du marché, pourrait défaire le capital de manière indolore, en esquivant la question forcément périlleuse du pouvoir politique. Ce que nous ne croyons pas

C'est pour cela qu'au cœur de notre projet d'un nouveau parti, ces questions restent importantes et doivent être débattues : la critique des idéologies, le retour à un matérialisme militant et la lutte de classe, la question incontournable du pouvoir...

Marx avait pour habitude de définir le communisme non pas comme un projet de société idéale ou imaginaire, mais comme le « mouvement réel qui abolit l'ordre existant ».

Ce mouvement, c'est celui qui commence ici et maintenant dans les résistances sociales, et l'enjeu est évidemment qu'il prenne une autre dimension, lorsque ces résistances s'inscrivent dans une perspective d'ensemble, transformant la lutte de classes en une lutte politique qui va bien au-delà de l'addition des seules luttes économiques et revendicatives.

C'est à ce mouvement réel de la lutte de classe que pourrait contribuer le NPA, pour que surgissent des contradictions même du capitalisme des solutions alternatives.